Les officiers moyens d'une cité judiciaire provençale

Draguignan au début du XVIII^e siècle

Valérie Piétri

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ccrh/3273>

DOI : 10.4000/ccrh.3273

ISSN : 1760-7906

Éditeur

Centre de recherches historiques - EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 1 juillet 2006

Pagination : 87-97

ISSN : 0990-9141

Référence électronique

Valérie Piétri, « Les officiers moyens d'une cité judiciaire provençale », *Les Cahiers du Centre de Recherches Historiques* [En ligne], 38 | 2006, mis en ligne le 28 septembre 2011, consulté le 11 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/ccrh/3273> ; DOI : 10.4000/ccrh.3273

Ce document a été généré automatiquement le 11 mai 2019.

Article L.111-1 du Code de la propriété intellectuelle.

Les officiers moyens d'une cité judiciaire provençale

Draguignan au début du XVIII^e siècle

Valérie Piétri

- 1 Draguignan fut, sous la domination des Angevins, une capitale judiciaire importante au sein de l'espace provençal. La ville conserva son caractère judiciaire après son rattachement au royaume de France, même si elle connut une redéfinition de son rôle au cours de l'époque moderne, qui s'appuya sur la création de nouvelles institutions et de nouveaux types d'offices propres à la monarchie française. La sénéchaussée constituait l'armature de cette nouvelle organisation autour de laquelle se déployait une part de plus en plus essentielle de l'appareil institutionnel urbain. Les offices de judicature furent, comme dans la plupart des villes du royaume, une voie d'ascension sociale pour de très nombreuses familles locales issues du commerce, passées par les professions juridiques et parfois par le consulat. L'éloignement des centres du pouvoir provincial (notamment Aix, siège du Parlement et de la généralité) et la faible présence d'officiers royaux de rang supérieur constituent une des caractéristiques les plus remarquables de cette ville intermédiaire où les officiers moyens se trouvaient placés en position dominante¹.
- 2 À l'échelle strictement urbaine, ces messieurs du Sièges bénéficiaient, en outre, de l'éclatement du maillage administratif du ressort dracénois dans la mesure où ils constituaient la seule compagnie composée en partie d'officiers moyens. La Provence, comme pays d'états, était, en effet, marquée par une relative concentration de l'appareil de police, justice et finance autour des cours souveraines aixoises et de l'Intendant². La prévôté des maréchaux était composée, à la fin du XVII^e siècle, d'un prévôt en chef et de deux lieutenants seulement, dont aucun n'était en résidence à Draguignan. Par ailleurs, si les officiers des greniers à sel³ et des tribunaux de l'amirauté⁴ étaient bien présents dans le ressort de la sénéchaussée, leur siège se trouvait à Fréjus, ville épiscopale et portuaire, et les détenteurs de ces offices résidaient sur place. Ainsi les lieutenants du siège formaient l'élite des officiers royaux de la ville. Le cas dracénois ne permet donc pas d'aborder le niveau moyen des offices dans toute sa diversité, mais cette situation est loin

d'être exceptionnelle, ne serait-ce qu'en Provence. Elle reflète toute l'ambiguïté du statut des officiers moyens dans les villes moyennes, lorsque leur stature s'harmonise avec celle de leur cadre de vie. Dans la mesure où les logiques de distribution des équipements institutionnels tiennent compte à la fois des impératifs de contrôle de l'espace, de commodité et de proximité entre les tribunaux et les justiciables, mais aussi des traditions institutionnelles ou encore des intérêts des puissants, le regroupement demeure conjoncturel. De la même manière, la composition et l'évolution des compagnies d'officiers relève au moins autant des conditions créées par le contexte local que d'une volonté politique globale. L'évaluation de la présence des officiers moyens dans la ville passe donc par la reconstitution de l'appareil local qui permet de déterminer le nombre et la qualité des offices effectivement créés, leur durée d'existence et leur éventuelle vacance. Toutefois, ces données ne donnent qu'une idée partielle de l'emprise et surtout de la position des officiers moyens au sein de la société urbaine. Au-delà de la dignité et du pouvoir juridictionnel, leur poids se mesure aussi à l'aune de leur position dans la répartition des fortunes. De ce point de vue, le recours aux sources cadastrales et fiscales permet de confronter ces deux formes d'appréciation de la puissance.

L'armature officielle d'une ville royale

- 3 La ville de Draguignan, centre économique intermédiaire au contact de la haute et de la basse Provence orientale, comptait sous l'Ancien Régime entre 6 000 et 8 000 habitants. Ville comtale puis royale, son histoire institutionnelle fut marquée avant tout par l'évolution des instances judiciaires, dominées par le siège de la sénéchaussée mais composées de diverses juridictions, parfois rattachées (Soumissions), parfois supprimées (Présidial) et investies de manière différenciée par les élites locales. La multiplication tendancielle des offices n'épargna pas la ville, mais le cas dracénois est peut-être plus intéressant encore du fait de la relative stabilité du noyau constitué par les offices moyens, les créations les plus nombreuses à l'intérieur de la compagnie concernant les offices subalternes. Toutefois, on peut observer des recompositions de ce niveau médian liées aux pratiques de cumul qui conféraient ponctuellement à certains officiers une stature plus imposante. Par ailleurs, les créations d'offices « moyens » furent plus nombreuses qu'il n'y paraît si l'on ne se fie qu'à l'évolution des effectifs à l'intérieur de la sénéchaussée dans la mesure où le ressort originel fut progressivement démembré, donnant naissance à de nouveaux sièges et donc à de nouveaux offices aussi bien « moyens » que subalternes.

L'espace du pouvoir : le ressort de la sénéchaussée de Draguignan (1535-1727)

- 4 La création de la sénéchaussée de Draguignan était portée dans l'édit de Joinville (septembre 1535) dit « édit de réformation de la justice » en Provence. Cet édit, complété par l'ordonnance d'Ys-sur-Tille (octobre 1535), réorganisait l'administration de la justice et des finances par la mise en place de nouvelles institutions qui se substituèrent à celles qui avaient été en usage sous les comtes de Provence. Ce fut la disparition des offices de clavaires (officiers de finances), bientôt remplacés par des offices de Trésoriers généraux et des offices de juges-mages qui ne se maintinrent que peu de temps et « extrêmement déchu »⁵, puisque dépourvus de juridiction. En revanche, les viguiers furent maintenus

dans des fonctions très proches de ce qu'elles étaient jusqu'alors. Ils appartenaient au monde des officiers subalternes car leur juridiction était de première instance, comme celle des juges royaux, mais leurs attributions en matière de police en faisaient des personnages importants du paysage institutionnel urbain.

Le viguier qui est établi aux bonnes villes est chef de viguerie. C'est un officier royal de robe courte portant l'épée et un bâton morné d'yvoir qui est la marque de son office. Il marche avec les consuls ou échevins et assiste aux assemblées de la ville et il y a toujours la préséance. Ces officiers se disent viguiers et capitaines pour le roy. Ils ont quelque juridiction touchant les crimes légers et qui regardent la police plutôt que la justice. Ils prennent connaissance des petits larcins qui se font dans la ville et surtout lorsqu'ils sont trouvés sur le fait⁶.

- 5 Juges royaux et viguiers se situaient, dans la hiérarchie officielle dracénoise, entre les lieutenants et les conseillers et ils menèrent plusieurs procédures en matière de préséances au cours du XVIII^e siècle pour faire reconnaître leur position, à la lisière de la frange supérieure des « puissances » locales. Le juge royal prétendait ainsi, en 1710, ouvrir ses audiences avant celles du sénéchal et marcher, ainsi que le viguier, après les lieutenants et avant les conseillers dans les cérémonies publiques⁷, prétentions définitivement éteintes en 1749 par la réunion de son office au siège pour la somme conséquente de 10 000 livres. Ces messieurs de la sénéchaussée ne souffraient sans doute pas trop durement de la concurrence du juge royal puisqu'ils firent tout pour éviter cette coûteuse réunion. Une autre procédure opposa dans les années 1750 les conseillers au viguier au sujet de la présidence des audiences en l'absence des lieutenants général et particulier. Celle-ci avait été attribuée par le Chancelier au viguier, ce que n'admettait pas le siège, qui protesta en se fondant sur le fait que cet officier « militaire et municipal » n'était plus considéré comme justicier et que, « pendant plus de dix ans qu'il avait exercé, il n'avait fait aucune expédition de justice »⁸. Le siège entendait se réserver le contrôle de l'exercice de la justice, à défaut de tenir la police de la ville que se partageaient, au XVIII^e siècle, le viguier, la communauté et le gouverneur⁹. D'ailleurs, l'office de viguier fut réuni à la communauté en 1754¹⁰, réduisant les conflits à l'opposition entre le siège et la ville. De fait, les officiers « moyens » dracénois exerçaient essentiellement leur emprise dans le domaine judiciaire.
- 6 La recomposition judiciaire de la Provence s'appuyait sur le parlement d'Aix, créé en 1501 et pourvu d'une chancellerie en 1535. Le Sénéchal y jouait un rôle de premier plan en tant qu'officier ayant en charge l'ensemble des juridictions secondaires qui se développèrent peu à peu. L'édit de Joinville établit donc le siège du Sénéchal à Aix, mais il prévoyait aussi la mise en place de quatre sièges particuliers dans les villes de Draguignan, Digne, Forcalquier et Arles, où des lieutenants furent institués, ainsi qu'un avocat et un procureur par siège. Tous officiers du roi, ils assuraient les fonctions de juges intermédiaires anciennement dévolues aux cours comtales tenues par les baillis, viguiers et juges-mages avec la différence notable que ces anciennes charges étaient annuelles. Les compétences du Sénéchal et de ses lieutenants furent élargies par l'édit de Crémieu (juin 1536) qui les fixa en grande partie jusqu'à la fin de l'Ancien Régime.
- 7 La sénéchaussée de Draguignan était composée lors de sa création des vigueries de Draguignan, Lorgues, Aups et Grasse, d'une partie des vigueries de Brignoles et de Barjols (dont une autre partie était attachée à la sénéchaussée d'Aix) ainsi que des bailliages de Saint-Paul, Castellane, Annot et Guillaume¹¹. Mais ce ressort fut progressivement amoindri par de multiples démembrements liés à la création de nouveaux sièges établis à la demande des habitants des villes les plus importantes qui réclamaient leur

indépendance et que la monarchie fut bien aise de leur accorder moyennant finance ainsi que pour complaire à certains grands seigneurs provençaux¹².

- 8 Dès 1544, la ville d'Hyères obtint l'érection d'un siège de sénéchaussée qui correspondait au ressort de la viguerie, en dépit des démarches des dracénois qui envoyèrent en vain des députés à la cour¹³. En 1571, l'érection en faveur de Jean de Pontevès de la seigneurie de Carcès en comté, auquel étaient rattachés la baronnie de Cotignac et les seigneuries de Tourtour et de Castellet, diminua encore ce ressort, même si la sénéchaussée de Draguignan conserva la connaissance des cas royaux¹⁴. Une nouvelle bataille s'engagea dans les années 1570 pour empêcher la création d'un siège à Grasse, mais en 1574 la viguerie de Grasse et le bailliage de Saint-Paul furent réunis au sein d'une nouvelle sénéchaussée. Ce fut une perte considérable pour les officiers dracénois qui voyaient leur échapper une partie importante de leur juridiction comprenant la ville la plus peuplée de leur ressort (Grasse), l'évêché de Vence et surtout la puissante abbaye de Saint Honorat de Lerins. Aussitôt, la ville de Brignoles engagea des démarches pour obtenir son indépendance à l'égard de la sénéchaussée d'Aix et l'obtint en 1578. En cette occasion, les pertes pour le ressort dracénois étaient limitées à deux localités, mais une nouvelle abbaye importante relevant jusqu'alors de la sénéchaussée de Draguignan, celle du Thoronet, fut englobée dans le nouveau ressort. Au XVII^e siècle, ce fut au tour de Castellane d'obtenir l'érection d'un siège. Après une première tentative infructueuse en 1614, les villes de Sisteron et de Castellane furent, en 1640, détachées respectivement des ressorts de Digne et de Draguignan. Enfin, le comte du Luc, Charles François de Vintimille¹⁵, obtint, en 1727, l'érection d'un bailliage au Luc, comprenant les communautés du Luc et des Arcs. Les officiers du siège reçurent toutefois un dédommagement de 10 000 livres et ne s'opposèrent pas à cet ultime démembrement qu'ils déclaraient voir « sans répugnance, puisqu'il servait à décorer des terres qui appartiennent à un seigneur que chacun honore infiniment »¹⁶. En dépit de ces réductions successives, la viguerie et sénéchaussée de Draguignan apparaît encore, au début du XVIII^e siècle, comme la seconde de Provence, après celle d'Aix, en étendue et en nombre de feux¹⁷. La principale conséquence de la création de ces nouveaux sièges fut la multiplication du nombre d'offices de justice disponibles à l'échelle régionale et surtout à l'échelle urbaine, chaque ville de quelque importance se voyant attribuer une dignité nouvelle et les moyens, pour ses élites, de se distinguer par l'exercice de la justice du roi et de s'insérer dans l'appareil monarchique.

Juridictions et offices d'une ville moyenne : sénéchaussée, soumissions et présidial

- 9 À l'intérieur du ressort dracénois, la distribution des offices royaux connut également de nombreuses évolutions au cours de la période moderne. Le siège abrita, en effet, diverses juridictions à l'existence plus ou moins éphémère, créations et suppression d'offices se succédèrent au gré des besoins financiers mais aussi des inflexions de la politique royale en matière de justice. Nous avons tenté de les recenser, au moins pour le niveau moyen (lieutenants) et autant que possible pour les conseillers.
- 10 La sénéchaussée, originellement composée d'un personnel limité (lieutenant, avocat, procureur), s'étoffa rapidement avec l'apparition d'un lieutenant particulier civil dans les années 1540¹⁸, puis la création, en 1542, de quatre offices de conseillers qui furent supprimés vers 1549 et rachetés par le pays. En 1571, trois offices de conseillers furent

rétablis¹⁹. Ces offices semblent avoir connu plusieurs périodes de vacance, notamment au XVIII^e siècle où les deux derniers ne furent plus pourvus après 1735 et 1783 tandis que l'office de lieutenant particulier civil ne fut pas exercé pendant trente-trois ans, entre 1742 et 1775. L'office de lieutenant particulier criminel ou lieutenant particulier assesseur criminel et premier conseiller fut créé en 1580, supprimé en 1588, rétabli en 1597, mais le premier officier pourvu de cette charge, à notre connaissance, ne fut reçu qu'en 1606²⁰. Il faut également signaler la création, en 1662 des offices de sénéchaux particuliers dans chaque sénéchaussée de Provence à la suite de la suppression de la charge de Grand sénéchal de Provence. Ces officiers, désormais placés à la tête des compagnies, reprirent à leur compte l'appellation de Grands sénéchaux. À Draguignan, la charge ne fut pourvue qu'en 1681, au profit d'Honoré de Rascas, seigneur du Cannet²¹, qui mourut en charge en 1742. Les archives ne laissent pas apparaître d'autre grand sénéchal du siège de Draguignan au XVIII^e siècle. Enfin, la sénéchaussée de Draguignan connut une dernière création d'office de lieutenant en 1702 : le lieutenant général d'épée, qui était aussi commissaire aux inventaires²².

- 11 Il existait dans l'ancienne organisation judiciaire de la Provence une juridiction particulière qui avait pour compétence le jugement de l'exécution des contrats qui lui avaient été soumis²³ : la Chambre rigoureuse. La cour fut supprimée après le rattachement de la Provence au royaume de France, mais ses compétences furent transférées aux sénéchaussées lors de leur création en 1535. En 1554, la procédure dite des « soumissions » fut disjointe de la sénéchaussée pour constituer une juridiction autonome appelée cour des soumissions. Cette juridiction fut réunie au siège en 1561, mais seulement de manière temporaire. La cour était composée à l'origine d'un lieutenant et d'un assesseur. L'office de lieutenant général ou principal des soumissions fut exercé régulièrement jusqu'en 1741, date à laquelle il tomba entre les mains d'un négociant toulonnais du nom d'Aubany qui ne parvint jamais à s'en faire pourvoir. Une bataille juridique s'engagea entre Aubany et les officiers du siège auxquels il tenta, sans succès, d'imposer la réunion de l'office²⁴. L'office d'assesseur fut, quant à lui, supprimé en 1561²⁵, puis remplacé par un office de lieutenant, dit lieutenant assesseur, en 1596²⁶. Au cours du XVIII^e siècle, l'office de lieutenant assesseur aux soumissions fut régulièrement exercé par des officiers de la sénéchaussée, mais il semble avoir été vacant à partir de 1721, à la mort de son dernier détenteur connu, Louis Cabasson. En fait, il était resté en possession de Jean de Cabasson, son fils, qui ne l'avait jamais exercé et le résigna en faveur du siège de la sénéchaussée pour la somme très modique de 300 livres en 1751²⁷.
- 12 La création de présidiaux, comme échelon intermédiaire de l'armature judiciaire du royaume entre les sénéchaussées et les parlements, avait été décidée par Henri II en 1552 et fut progressivement réalisée à l'échelle du royaume mais surtout dans le ressort du parlement de Paris. En effet, cette orientation de la politique royale dont les motifs financiers étaient évidents se heurta, en Provence comme dans bien d'autres provinces, à une forte résistance de la part des cours souveraines qui en retardèrent autant qu'elles le purent la mise en œuvre²⁸. Si l'édit de création justifiait cette nouveauté par le désir de désengorger les parlements en les soulageant des jugements en appel de causes de moindre importance, les parlementaires eux-mêmes y virent plutôt une réduction de leurs prérogatives et de leur pouvoir. Ainsi, lorsqu'un édit de mars 1638 institua en Provence trois cours présidiales dont l'une fut attribuée au siège de Draguignan²⁹, les officiers aixois n'eurent de cesse d'obtenir leur suppression. Selon les édiles dracénois,

qui voyaient sans doute dans cette création la possibilité de retrouver leur ancienne prééminence judiciaire en Provence orientale, leur ville avait été choisie car elle était :

[...] la plus comode pour la situation et sollagement du puple, tant pour estre au milieu des trois Sieges qui l'environnent, scavoir Grasse, Hieres et Brignoles, le ressort desquelles sont esté desmembré de ce Siege, et d'ailleurs ville grosse, fort puplée, doués d'un air temperé, beau et plaisant terroir, belles sources de fontenes et tout ce quy fault pour une bonne ville³⁰.

- 13 Le présidial installé à Draguignan le 17 avril 1639, ne vécut pas assez longtemps pour permettre la mise en place d'une cour de neuf juges telle qu'elle était prévue par les édits de création. Dès le mois de juillet de la même année, le présidial fut supprimé, même s'il siégea encore jusqu'au mois d'octobre. Au cours de ses quelques mois d'exercice, cette cour, présidée par le lieutenant général de la sénéchaussée, ne fut apparemment composée que d'officiers subalternes, à savoir de quatre conseillers, d'un d'avocat général, d'un prévôt et d'un greffier des collocations. Il est difficile de déterminer de quelle manière la mise en place du présidial fut perçue par les officiers de la sénéchaussée, mais on peut toutefois remarquer qu'ils ne profitèrent pas des dispositions leur permettant de bénéficier de conditions privilégiées pour l'acquisition des offices par simple surplus de finance. En effet, parmi les quatre conseillers ayant siégé au présidial, on ne trouve que des avocats du roi dracénois et un bourgeois de Fréjus³¹.

Les offices de la sénéchaussée et viguerie de Draguignan		
Office (date de création)	Périodes de vacance	Suppression/réunion
<i>Offices « moyens »</i>		
Sénéchal (1662)	1662-1681 1742-1789	
Lieutenant général (1535)		
Lieutenant particulier civil (vers 1540)	1742-1775	
Lieutenant particulier criminel (1580-1597)	1580-1606	
Lieutenant général d'épée (1702)	1702-1712 1736-1749 1749-1789 (pourvu mais non exercé)	
Lieutenant général des soumissions (1554)	1742-1789	
Lieutenant particulier assesseur aux soumissions	1721-1750	Réuni au siège en 1750
<i>Offices royaux subalternes ayant juridiction (première instance)</i>		

Viguiier		Réuni à la communauté en 1754
Juge royal		Réuni au siège en 1749

- 14 La présence des officiers « moyens » dans la ville de Draguignan était, d'un point de vue strictement quantitatif, très limitée puisque leur nombre n'excéda jamais sept personnes. Ils étaient même, en réalité, moins nombreux, en raison de la non-résidence du seul Sénéchal jamais pourvu et du cumul d'offices ou des vacances. Ce faible nombre, bien loin d'amoindrir leur puissance, la renforce dans la mesure où ils concentrent en leurs mains une part considérable des pouvoirs délégués sous différentes formes par le roi, son parlement et son intendant. Cela est particulièrement vrai au début du XVIII^e siècle, avec deux personnages qui dominent la ville : Pierre André de Raimondis, lieutenant général (1665-1702), subdélégué de l'intendant (1694-1702) et gouverneur (1697-1702) et Emmanuel François de Giraud de la Garde, lieutenant particulier civil (1684-1742), lieutenant général des soumissions (1696-1742), puis subdélégué de l'intendant à la mort du précédent (1702-1742).

Les officiers moyens dans la ville : le cadastre de 1703

- 15 La question qui demeure est de déterminer dans quelle mesure cette domination s'inscrit dans la ville elle-même, dans son patrimoine foncier et immobilier. L'étude du cadastre dracénois de 1703³², particulièrement complet, permet de s'en faire une idée. Cette source à caractère fiscal enregistre, en effet, tous les biens immobiliers et fonciers du terroir et en fixe une estimation formulée en écus, ce qui donne une idée de leur valeur relative.
- 16 Il convient tout d'abord de remarquer que la plupart des officiers en exercice possèdent des biens dans la ville comme l'indique le tableau ci-dessous. Seul Emmanuel François Giraud de La Garde n'est pas mentionné, mais son père, Jean de Giraud, l'est pour une cote de 261 écus.

Officiers du siège en exercice en 1703	Cote cadastrale (écus)
Pierre-André de Raimondis Lieutenant général	1931
Emmanuel François Giraud de La Garde Lieutenant particulier civil Lieutenant général des soumissions	Jean Giraud, seigneur de La Garde 261
Jean Baptiste de Romégas Lieutenant particulier criminel	492
Louis de Cabasson Lieutenant particulier assesseur	Cote illisible

Premier conseiller (office vacant)	Ø
César Berlier Deuxième conseiller	1288
François Audiffret Troisième conseiller	468
Antoine de Romégas Conseiller assesseur aux soumissions	282
François de Sassy-Villehaute Avocat du roi	1175
Jean François Firminy Procureur du roi	910

- 17 Le premier constat qui s'impose est donc cette présence effective des officiers au sein de l'espace urbain. Le second concerne la valeur relativement élevée de leurs cotes, comme nous le verrons plus en détail. Le troisième est l'inadéquation qui existe parfois entre la dignité de l'office exercé et la valeur des biens, en particulier dans le cas de Giraud de La Garde et dans une moindre mesure dans le cas des officiers du parquet. Ce dernier constat nous conduit à rappeler quelques précautions nécessaires dans l'interprétation de cette source. En effet, les cadastres provençaux n'évaluent pas la fortune globale, mais la valeur des biens possédés dans le terroir : les chiffres sur lesquels nous nous appuyons ne sont donc pas des indicateurs de richesse, mais des indicateurs d'investissement dans un espace circonscrit. Rien ne permet d'affirmer que les biens enregistrés sont les seuls qui composent le patrimoine de ces officiers. C'est particulièrement vrai dans le cas des Giraud de la Garde, dont nous savons par ailleurs qu'ils possédaient deux seigneuries (La Garde et Agay) et ne s'étaient installés à Draguignan qu'à la fin du XVII^e siècle où ils possédaient seulement une maison dont la valeur était cependant l'une des plus élevées de la ville. *A contrario*, les Firminy possédaient peu de biens en dehors du terroir où se concentrait l'essentiel de leur richesse. L'évaluation de l'emprise urbaine des officiers du roi, et plus particulièrement des officiers moyens, n'a donc de sens que dans la comparaison avec les autres groupes qui composent les élites dracénoises. De manière quelque peu artificielle, mais tout de même significative, nous avons rassemblé dans le tableau suivant les données concernant ces différents groupes en nous fondant sur les qualifications apposées dans les registres cadastraux. Nous y avons distingué le groupe des « nobles » et « seigneurs » sans indication d'exercice d'office (sauf les officiers militaires qui sont compris dans ce groupe) ; le groupe des « bourgeois » ; le groupe des professions juridiques (notaires, procureurs et avocats), le groupe des « marchands » et enfin celui des officiers du roi.

Qualification	Nombre de cotes		Valeur des cotes		
	Nombre	%	Ecus	%	Valeur moyenne

Officiers du roi	17	8,45	14 827	12,46	872
Dont « officiers moyens »	3				847
Nobles et seigneurs	41	20,39	35 508	29,86	866
Bourgeois	77	38,3	37 997	31,95	493
Professions juridiques	49	24,37	23 156	19,47	472
Marchands	17	8,45	7 414	6,2	436
Total	201	100	118 902	100	591

- 18 L'avantage est net pour les officiers du roi qui représentent bel et bien l'élite urbaine. Il serait toutefois factice de les isoler du groupe dont ils apparaissent les plus proches, celui des nobles et seigneurs car c'est, en fait, cet ensemble qui constitue la part la mieux dotée de l'échantillon. Quelle y est la place des officiers moyens ? Une place légèrement en retrait par rapport à la domination constatée au sein de l'appareil administratif local. Parmi les sept cotes qui dépassent le seuil des 2 000 écus, on ne trouve aucun d'entre eux.

Noms	Qualité	Offices	Cote
N. Joseph de Durand	seigneur de la Motte		3 581
N. Pierre Jausserandy	seigneur de Verdache		3 047
N. Joseph de Brun	seigneur de Boades		2 990
N. François de Brun	escuyer		2 711
N. François de Raimondis	seigneur de Combaud	Secrétaire du roi	2 710
N. Delphin de Gansar	seigneur de Pierrefeu		2 606
Jean Emmanuel Richelme	avocat		2 017

- 19 Seul le lieutenant général de Raimondis pourrait, avec ses 1 931 écus, être assimilé à ce groupe de tête et ce, d'autant plus que son cousin de la branche des Raimondis Combaud fait partie des plus riches propriétaires dracénois. En revanche, Jean-Baptiste de Romegas, le lieutenant criminel, se place davantage au niveau de la bonne bourgeoisie au sein de laquelle il compte des parents. Quant à Elzéar de Raphélis, l'ambiguïté de sa position rappelle une fois de plus les limites d'une approche purement quantitative dans la mesure où sa modeste cote ne correspond pas au statut de sa famille dont la noblesse est reconnue et dont les alliances sont de qualité. Dans ces conditions, que retenir de ces éléments contradictoires ? Dans un sens, la position dominante des Raimondis est confirmée, surtout si l'on ajoute qu'en 1703, le premier consul de la communauté était Joseph Ignace de Raimondis³³, neveu du lieutenant général. Mais en même temps, la

position plus effacée d'un Jean-Baptiste Romegas démontre que l'exercice d'un office « moyen », même dans une ville moyenne, ne conduit pas forcément à occuper une place de premier plan.

- 20 Les archives de la sénéchaussée et de la communauté de Draguignan, encore incomplètement exploitées, ont permis de dessiner les contours d'un corps qui se dérobe encore aux termes de cette analyse. Ce qui pose problème dans l'approche du monde de l'office moyen n'est pas tant la délimitation d'un groupe, aisément défini par l'exercice de charges spécifiques sur lesquelles il est possible de se mettre d'accord, mais l'idée même que ces officiers constituent un groupe. Les études menées dans le cadre de cette enquête l'ont à maintes reprises démontré. Dans les villes petites et médiocres, les officiers moyens se comptent sur les doigts d'une ou deux mains et cependant leur faible nombre même invite à la nuance autant qu'à la précision. Au sein de la ville, leur position se définit par rapport à l'exercice de leur charge et c'est là, sans doute un élément majeur de leur identité sociale. Mais les situations de cumul sont si fréquentes qu'elles ne peuvent être ignorées du fait des déséquilibres qu'elles induisent entre officiers d'une même compagnie, voire d'un rang équivalent. De même les vacances d'offices, tout aussi fréquentes, introduisent de nouvelles conditions d'exercice, sans parler des créations, démembrements et autres crues d'offices. Au-delà de la question bien délicate de la crise de l'office, se profile celle de l'insertion des officiers dans un espace qui est celui de la ville, traversé par des lignes de tension et de force qui ne sont pas réductibles à la seule opposition entre communauté et siège de juridiction, entre police et justice même si celle-ci est essentielle et mériterait de plus amples explorations que les quelques éclairages proposés ici.

NOTES

1. Pour plus de détails, voir Valérie Piétri, « “Une charge très honorable” : service du roi et reconnaissance sociale en Provence orientale aux XVII^e et XVIII^e siècles », *Annales du Midi*, t. 117, n° 250, avril-juin 2005, p. 163-186.
2. François Xavier Emmanuelli, *L'Intendance de Provence à la fin du XVII^e siècle, édition critique des « mémoires pour l'instruction du duc de Bourgogne »*, Paris, Bibliothèque nationale, 1980. Mémoires de 1698 et 1700.
3. En 1700, il existait en Provence quatre officiers généraux des gabelles appelés « visiteurs des gabelles », installés à Aix et sept officiers particuliers établis dans les différents greniers à sel qui étaient Berre, Marseille, Tarascon, Toulon, Fréjus, Hyères et Antibes.
4. Les lieutenants à l'amirauté se trouvaient par définition dans des villes portuaires ou fluviales : Marseille, Toulon, Antibes, Fréjus, Martigues, Arles en 1700.
5. Pierre Joseph de Haitze, *Histoire de la ville d'Aix*, *Revue sextienne*, février 1884, p. 139.
6. François Xavier Emmanuelli, *op. cit.*, p. 301.
7. Arch. Dép. Var, B 12.
8. Arch. dép. Var, B 35, délibération de 1752.
9. Arch. dép. Bouches-du-Rhône, C 2218, création de l'office de gouverneur de la ville royale de Draguignan en faveur de Pierre André de Raimondis, 1697.

10. Arch. dép. Var, arch. com. Draguignan, FF 2.
 11. Arch. dép. Var, B 1, création et ressort de la sénéchaussée, 1535.
 12. Arch. dép. Var, B 2, « Mémoire historique sur la sénéchaussée de Draguignan, sa juridiction, son ressort, ses démembrements successifs, ses charges, dressé par les officiers du Siègre à la demande de N. [des Gallois] de la Tour, intendant de Provence », 1740.
 13. Arch. dép. Var, Archives communales de Draguignan, BB 12, f° 15 v°.
 14. Arch. dép. Var, B 16.
 15. Charles François de Vintimille, comte du Luc, était conseiller d'État d'épée et gouverneur des îles de Porquerolles pour le roi. Son frère, Charles Gaspard Guillaume, était alors archevêque d'Aix. Son petit-fils, Jean Baptiste Félix Hubert, épousa Félicité de Mailly Nesle qui fut la maîtresse de Louis XV, dont elle eut sans doute son fils Charles Emmanuel Marie Madelon de Vintimille, comte du Luc.
 16. Arch. dép. Var, B 12, f° 106.
 17. François Xavier Emmanuelli, *op. cit.*, p. 341.
 18. Sa présence est mentionnée, mais nous n'avons pas trouvé la date exacte de son entrée en fonction.
 19. Arch. dép. Var, B 402.
 20. Arch. dép. Bouches-du-Rhône, B 82.
 21. Arch. dép. Var, B 425.
 22. Arch. dép. Var, B 428.
 23. Il s'agissait d'une procédure expéditive et peu coûteuse qui permettait aux créanciers de poursuivre leurs débiteurs par saisie immédiate (même corporelle) avant condamnation.
 24. Arch. dép. du Var, B 14. Aubany avait obtenu la réunion de son office au siège de la sénéchaussée pour la somme de 10 700 livres, mais la procédure semble avoir duré de nombreuses années encore puisqu'il en est à nouveau question dans les délibérations de la sénéchaussée en 1779.
 25. Arch. dép. Var, B 268.
 26. Arch. dép. Bouches-du-Rhône, B 77.
 27. Arch. dép. Var, B 14.
 28. Christophe Blanquie, *Les Institutions de la France des Bourbons (1589-1789)*, Paris, Belin, 2003, p. 126-139.
 29. Les deux autres présidiaux furent installés à Aix et à Forcalquier.
 30. Arch. dép. Var, arch. com. Draguignan, BB 24, f° 178 v°.
 31. *Ibid.*, B 365.
 32. Arch. dép. Var, arch. com. Draguignan, CC 31 à 33.
 33. Arch. dép. Var, archives communales de Draguignan, BB 33.
-

AUTEUR

VALÉRIE PIÉTRI

Université de Nice